

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX - COMTAT VENAISSIN

PREAMBULE

Le Conseil de Communauté établit librement son règlement intérieur régissant et détaillant l'organisation et le fonctionnement des organes communautaires, en complément et dans le respect des dispositions légales et réglementaires du code général des collectivités territoriales ainsi que des statuts de la Communauté.

L'esprit du règlement intérieur se veut le reflet de l'esprit qui anime la Communauté Ventoux Comtat Venaissin.

Il porte en lui une exigence d'efficacité, pour offrir le meilleur service public à la communauté de ses territoires et de leurs habitants.

Il s'inscrit aussi dans la tradition de la Communauté Ventoux Comtat Venaissin, enracinée et cultivée par les assemblées des mandatures précédentes, faite de courtoisie, d'harmonie et de respect de chacun de ses membres, qui est le socle de l'espace communautaire de solidarité.

TITRE I : LE CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

CHAPITRE 1 : REUNIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE

article 1 : périodicité des séances

Le Conseil de Communauté se réunit au moins une fois par trimestre.

Le Conseil de Communauté se réunit et délibère à l'Hôtel de Communauté. Il peut toutefois, sur décision du Président, se réunir et délibérer, à titre exceptionnel, provisoire ou définitif, dans un autre lieu situé sur le territoire de la Communauté, dès lors que ce lieu ne contrevient pas au principe de neutralité, qu'il offre les conditions d'accessibilité et de sécurité nécessaires et qu'il permet d'assurer la publicité des séances.

Le Président peut réunir le Conseil de Communauté chaque fois qu'il le juge utile. Il est tenu de le convoquer dans un délai maximal de trente jours quand la demande motivée lui en est faite par le représentant de l'Etat dans le département ou par la majorité des membres du Conseil de Communauté. En cas d'urgence, le représentant de l'Etat dans le département peut abréger ce délai.

article 2 : ordre du jour

Le Président fixe l'ordre du jour, qui est reproduit sur la convocation et porté à la connaissance du public, notamment par voie d'affichage sur le panneau d'information à cet effet situé à l'Hôtel de la CoVe, cinq jours francs avant la séance.

Le Président peut proposer à l'assemblée un ordre du jour complémentaire, au titre des questions

diverses, permettant de rattacher des sujets soumis à délibération, dès lors qu'ils présentent un caractère d'urgence avérée ou portent sur une question d'importance relativement mineure de sorte que l'information délivrée en séance suffit à éclairer le choix des votants.

article 3 : convocations

Toute convocation est faite par le Président. Elle précise la date, l'heure et le lieu de la réunion. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée. Elle reproduit l'ordre du jour et est accompagnée d'une notice explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération.

Elle est adressée par écrit, sous quelque forme que ce soit, au domicile des conseillers communautaires, sauf s'ils font le choix d'une autre adresse. En effet, dans un souci d'exemplarité et de développement durable, l'envoi des convocations, avec l'ordre du jour et la notice explicative de synthèse des affaires soumises à délibération, pourra se faire par voie dématérialisée, sur la demande expresse de chaque conseiller communautaire, à l'adresse électronique de son choix.

Le délai de convocation est fixé à cinq jours francs. En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le Président sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc. Le Président en rend alors compte dès l'ouverture de la séance au Conseil de Communauté qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

article 4 : accès aux dossiers

Tout membre du Conseil de Communauté, titulaire ou suppléant, a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la Communauté qui font l'objet d'une délibération.

L'information générale est contenue dans la note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération, envoyée avec la convocation. Les pièces annexes, dont les projets de délibération et les projets de contrats ou de conventions accompagnés de l'ensemble des pièces annexes, dont la transmission n'est pas rendue obligatoire par les textes de loi, sont :

- Soit adressées à l'adresse électronique indiquée par les élus qui en ont fait la demande,
- Soit consultables :
 - Sur un serveur informatique accessible aux élus munis d'un code d'accès qui leur est indiqué dans la note explicative de synthèse ;
 - A l'Hôtel de Communauté, aux heures ouvrables des services gestionnaires des dossiers, en sollicitant préalablement, afin de garantir la continuité du service public habituellement rendu, la Direction générale des services de la CoVe.

Toute question, demande d'information complémentaire ou intervention d'un conseiller communautaire auprès de l'administration intercommunale, devra se faire sous couvert du Président ou de l'élu titulaire d'une délégation de fonction.

article 5 : questions orales

Des questions orales peuvent être présentées et examinées en séance du Conseil de Communauté. Leur présentation et leur examen doivent respecter les règles exposées ci-après.

Lorsque la question a trait à une question portée à l'ordre du jour, elle est exposée dans le cadre des débats relatifs au dossier sur lequel elle porte.

Lorsque la question qui a trait aux affaires de la CoVe mais ne porte pas sur une affaire inscrite à l'ordre du jour, elle doit être adressée au Président par voie postale, par voie électronique (adresse à valider) ou remise en mains propres à l'Hôtel de Communauté pendant les heures d'ouverture, au moins deux jours ouvrés avant la séance.

La formulation de la question doit appeler explicitement une réponse. Les questions orales ne donnent pas lieu à débat. Elles ne peuvent avoir pour objet d'obtenir une décision sur les affaires évoquées puisque ne figurant pas sur l'ordre du jour. En conséquence, elles ne peuvent pas donner lieu à un vote de l'assemblée.

Le Président décide de la suite à donner, après lecture en séance par lui-même :

- soit il délivre sa réponse ;
- soit il désigne un conseiller communautaire pour répondre ;
- soit il transmet la question pour examen au Bureau des Vice-Présidents ou à une commission compétente ;
- soit il décide de différer la réponse à une autre séance du Conseil, selon la technicité et la complexité.

CHAPITRE 2 : TENUE DES SEANCES

article 6 : présidence

Le Conseil de Communauté est présidé par le Président et, à défaut, par celui qui le remplace.

Dans les séances où le compte administratif du Président est débattu, le Conseil de Communauté élit son président de séance pour tenir momentanément la séance. Dans ce cas, le Président peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote.

Le Président procède à l'ouverture des séances, vérifie le quorum, dirige les débats, accorde la parole et met aux voix les propositions et les délibérations, décompte les scrutins avec l'assistance du secrétaire de séance, proclame les résultats. Il déclare et met fin aux suspensions de séance, prononce la clôture de la séance après report ou épuisement de l'ordre du jour.

article 7 : mandats et suppléances

Les conseillers communautaires des communes disposant d'au moins deux sièges au Conseil de Communauté, empêchés d'assister à une séance, peuvent donner pouvoir écrit à un autre conseiller communautaire, de leur commune ou de toute autre commune, de voter en leur nom.

Les conseillers communautaires des communes ne disposant que d'un siège au Conseil de Communauté, empêchés d'assister à une séance, peuvent se faire remplacer par leur suppléant, en informant le Président, ou donner pouvoir écrit à un conseiller communautaire d'une autre commune de voter en leur nom.

Le mandat peut être établi en cours de séance, si le conseiller communautaire doit la quitter avant la

fin. Le conseiller communautaire qui se retire de la salle des délibérations, que ce soit momentanément ou définitif, doit faire connaître au Président son intention ou son souhait de se faire représenter ; à défaut, il sera considéré comme absent au moment du vote.

Un même conseiller communautaire ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Il appose sa signature sur le registre des délibérations en face de son nom et en face du nom de son mandant.

article 8 : secrétariat de séance

Le secrétaire de séance, nommé par l'assemblée en son sein à l'ouverture de la séance, assiste le Président pour la vérification du quorum et de la validité des pouvoirs ainsi que pour le décompte des votes. Il contrôle l'élaboration du procès-verbal de la séance.

Il est assisté par des auxiliaires de séance, fonctionnaires qui assistent aux séances à la demande du Président sans participer aux délibérations.

article 9 : accès et tenue du public

Les réunions du Conseil de Communauté sont publiques. Néanmoins, sur la demande de trois membres ou du Président, le Conseil de Communauté peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.

Le public est autorisé à occuper les places qui lui sont réservées dans la salle. Un emplacement spécial est réservé aux représentants de la presse et aux agents de la Communauté.

Le public doit observer le silence pendant toute la durée de la séance. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites.

Le Président a seul la police de l'assemblée. Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre. En cas de crime ou de délit, il en dresse un procès-verbal et le procureur de la République en est immédiatement saisi.

article 10 : enregistrement des débats

Il est procédé à un enregistrement sur support audio des séances du Conseil de Communauté, sous réserve du bon fonctionnement technique de l'installation.

La qualité de l'enregistrement nécessite une stricte observance des règles de prise de parole.

Les enregistrements sont détruits à l'issue de la séance où le procès-verbal est approuvé.

CHAPITRE 3 : ORGANISATION DES DEBATS ET DES VOTES

article 11 : organisation des débats

La parole est accordée par le Président aux membres du Conseil de Communauté qui la demandent sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Dans leurs interventions, les conseillers communautaires gardent à l'esprit le mandat qui leur a été confié par les électeurs. Ils s'abstiennent en conséquence de considérations personnelles ou de familiarités excessives.

Le Président peut inviter l'orateur qui développe trop longuement son discours à conclure brièvement.

L'orateur qui s'écarte de la question traitée, qui trouble le bon déroulement de la séance ou qui, de manière générale, adopte un comportement déplacé ou discourtois, se voit retirer la parole par le Président.

Les conseillers communautaires, en séance, s'abstiennent de se déplacer. Au besoin, ils demandent au Président, qui l'accorde discrétionnairement, une suspension de séance.

article 12 : amendements

Les amendements ou contre-projets peuvent être proposés sur toutes affaires en discussion soumises au Conseil de Communauté.

Les amendements ont pour objet de supprimer, rédiger, modifier, ou compléter tout ou partie des dispositions d'un texte soumis au Conseil de Communauté ou d'y insérer des dispositions nouvelles. Il est également possible d'amender les amendements.

Les amendements doivent être présentés au Président par écrit, de façon à prévenir toute incertitude sur leur contenu exact. Leur rédaction doit se suffire à elle-même et s'appliquer directement au texte qu'ils visent : un amendement orientatif (c'est-à-dire qui se bornerait à indiquer un souhait), tout en laissant aux services le soin de le rédiger concrètement, ne pourrait être admis.

Les amendements doivent être en lien avec le texte proposé à la délibération ; ils ne portent que sur le domaine de compétences de la CoVe et au sein de celui-ci, doivent ressortir du champ de pouvoirs de l'assemblée délibérante. Les amendements ne sont pas recevables lorsque leur adoption aurait pour conséquence soit une diminution des ressources de la CoVe, soit la création ou l'aggravation d'une charge pour la CoVe. En discussion budgétaire, un amendement doit s'équilibrer financièrement, et ne concerner qu'une disposition budgétaire, sans créer ou supprimer une action qui nécessiterait un vote à part du Conseil de Communauté.

Le Conseil de Communauté, saisi par le Président en cours de débat, peut décider de rejeter ou d'accepter le projet d'amendement. Un amendement rejeté ne peut être représenté d'une voie manifestement détournée. Un amendement accepté corrige le texte soumis à délibération. Sur avis du rapporteur, le Président peut décider de soumettre au vote le texte amendé ou de le reporter pour examen approfondi.

article 13 : débat d'orientation budgétaire

Le débat d'orientation budgétaire a lieu pendant les deux mois qui précèdent le vote du budget primitif, au cours d'une réunion ordinaire du Conseil de Communauté. Il en est inscrit à l'ordre du jour.

Le rapport de présentation des orientations budgétaires est préparé par la commission des finances.

Le débat est engagé à l'issue de l'exposé. Une délibération du Conseil de Communauté donne acte de la tenue du débat d'orientation budgétaire.

article 14 : incompatibilités

Tout conseiller communautaire, en son nom ou au nom du mandant dont il porte le pouvoir, dès lors qu'il a connaissance d'une interférence entre un intérêt qu'il porte ou représente à titre personnel (à titre privé ou public, directement ou en tant que mandataire) et l'intérêt de l'EPCI dans une affaire devant être soumise à délibération, est tenu d'en informer le Président au plus tard lorsque l'ordre du jour appelle l'affaire en question.

Il s'abstient alors de toute manifestation, n'émet aucun avis et ne participe pas au débat, ni ne prend part au vote. Le registre des délibérations le mentionne.

article 15 : votes

Sauf disposition contraire, les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés par les conseillers communautaires présents ou représentés.

Le Conseil de Communauté vote ordinairement à main levée. Pour garantir le bon décompte des suffrages, le titulaire d'un pouvoir lève les deux mains en cas de vote concordant, ou s'il est différencié, explicite la teneur de son propre vote et la teneur du vote au nom de son mandant.

A l'appel du Président, les votes opposés, les abstentions et les votes favorables se manifestent successivement. Une décision de ne pas prendre part au vote s'analyse comme une abstention. Le Président, assisté par le secrétaire de séance, peut également constater l'unanimité sans faire procéder formellement au vote, dès lors qu'aucun conseiller ne manifeste une position contraire.

Les conseillers communautaires veilleront à maintenir la manifestation physique de leur vote jusqu'à ce que le Président, assisté du secrétaire de séance, achève le décompte.

Il est voté au scrutin secret si un tiers au moins des membres présents le réclame ou s'il est procédé à une nomination ou à une présentation. Dans ce dernier cas toutefois, le Conseil de Communauté peut décider, à l'unanimité des suffrages exprimés, de ne pas procéder au scrutin secret.

CHAPITRE 4 : COMPTE-RENDU DES DEBATS ET DES DECISIONS

article 16 : compte-rendu

Affiché sous huitaine, le compte-rendu du Conseil de Communauté reprend sommairement les décisions prises. Il est signé du Président ou, à défaut, de celui qui le remplace dans l'ordre du tableau des élus.

article 17 : procès verbal

Le procès-verbal, élaboré par le secrétaire de séance assisté par les auxiliaires de séance, mentionne

les affaires débattues et les décisions prises lors des séances publiques.

La retranscription des débats n'est pas littérale mais fait apparaître synthétiquement les éléments essentiels des interventions autorisées par le président de séance. Il nomme les conseillers dont le vote est opposé au projet de délibération et les conseillers qui manifestent leur abstention, l'approbation des autres conseillers devenant alors implicite.

Le procès-verbal est adressé aux conseillers communautaires titulaires, et aux suppléants s'ils ont participé à la séance.

Il est procédé à son adoption lors de la séance du Conseil de Communauté suivant sa transcription.

Les membres du Conseil de Communauté ne peuvent intervenir à cette occasion que pour une rectification à apporter au procès-verbal. En cas de contestation de la demande de rectification, il est procédé à un vote. La rectification adoptée est enregistrée au procès-verbal suivant.

TITRE II : LES COMMISSIONS THEMATIQUES ET FONCTIONNELLES

article 18 : formation des commissions

Le Conseil de Communauté peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres.

Elles sont convoquées par le Président, qui en est le président de droit, dans les huit jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les commissions désignent, en leur sein parmi leurs membres titulaires, un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le Président est absent ou empêché.

article 19 : composition des commissions

La composition des différentes commissions, y compris les commissions d'appel d'offres et les bureaux d'adjudications, doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée.

article 19-1 : commissions librement composées par le Conseil de Communauté

Le pluralisme dans une intercommunalité est, historiquement et avant tout, le fait de la pluralité des Communes qui composent la Communauté. Il est ensuite le fait de la pluralité des élus qui, indifféremment de leur appartenance communale, apportent des idées et des propositions variées, source d'enrichissement pour le débat communautaire. Il est enfin la conséquence de la loi électorale qui a pour conséquence l'élection au Conseil de Communauté de conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale élue dans leur Commune.

Afin de permettre l'expression de cette pluralité triple, les commissions dont la composition est librement décidée par le Conseil de Communauté, sont composées de la manière suivante :

D'une part, chaque commune est représentée par un commissaire titulaire et un commissaire

suppléant, l'un et l'autre pouvant être conseiller communautaire ou seulement conseiller municipal ; en ce dernier cas, l'association au processus décisionnel de l'intercommunalité ne permet pas à un conseiller municipal d'être candidat à un poste de commissaire titulaire ou suppléant s'il ne remplit pas les conditions d'éligibilité et de compatibilité au poste de conseiller communautaire, telles que fixées par la loi électorale.

D'autre part, chaque conseiller communautaire issu d'une liste municipale minoritaire, peut être élu par le Conseil de Communauté dans une Commission de son choix, en qualité de titulaire avec voix délibérative, en surplus du poste dévolu à sa Commune par le paragraphe précédent.

En conséquence, les commissions seront composées d'au moins 25 commissaires titulaires (et autant de suppléants) et le cas échéant, d'un nombre de sièges supplémentaires en fonction des choix des élus communautaires n'appartenant pas aux majorités municipales.

Ces commissions dont la composition respecte la proportionnalité due au pluralisme, sont composées par le Conseil de Communauté par un vote au scrutin majoritaire de liste. Chaque liste est subdivisée en 25 sièges correspondant aux communes, et augmentée selon le choix affiché des élus d'opposition. Les listes peuvent être incomplètes, mais ne peuvent présenter qu'un titulaire et un suppléant par commune. En cas d'élection d'une liste incomplète pour une ou plusieurs communes, une liste arrivée en position inférieure obtient les sièges afférents à ces communes.

article 19-2 : fonctionnement des commissions thématiques librement formées

Les commissions travaillent dans le cadre de leur domaine de compétence. Elles examinent les projets devant être soumis à délibération du Conseil de Communauté. Elles rendent des avis simples, exprimés à la majorité de leurs membres présents ou représentés. Elles formulent des propositions.

Les commissions sont convoquées à l'initiative de leur président ou, à défaut, de leur vice-président trois jours francs avant la séance, sans ordre du jour obligatoire. Elles doivent être réunies dans les quinze jours suivant la demande présentée au président ou au vice-président par au moins un tiers de ses membres et avec un motif précis. Elles se réunissent et rendent leur avis sans condition de quorum.

Les réunions des commissions thématiques et fonctionnelles ne sont pas publiques. Le Président peut, s'il l'estime nécessaire, admettre un élu communautaire ou municipal non élu de la Commission, soit à participer à son travail, sans voix délibérative, soit à assister à sa réunion en qualité d'auditeur.

article 19-3 : commissions composées par le Conseil de Communauté selon des prescriptions légales ou réglementaires.

Certaines commissions sont régies par des textes particuliers.

La Commission d'Appel d'Offres permanente est créée et composée selon le Code des Marchés Publics ; de même que les articles L.1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales régit la Commission compétente en matière de délégations de services publics. La Commission de Contrôle financier prévue à l'article R.2222-3 du code général des collectivités territoriales, poursuivant un objectif similaire aux deux premières, est composée des représentants titulaires de celles-ci ainsi que des élus y représentant le Président ; dans le cadre de ses travaux, elle peut accueillir d'autres élus concernés par un sujet à raison d'une délégation de fonction.

La Commission Consultative des Services Public Locaux est régie par l'article L.1413-1 du code général des collectivités territoriales, qui prévoit l'élection en son sein par le Conseil de Communauté, de représentants d'associations locales intéressées par les services publics. En plus de cette disposition particulière, la CCSPL est composée d'élus dans les conditions fixées par l'article 19-1 précédent.

Il en est de même pour la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité aux Personnes Handicapées, en accord avec l'article L.2143-3 du code général des collectivités territoriales.

La Commission sécurité est formée par les représentants des élus au Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, tels que désignés par le Code de la sécurité intérieure, à savoir les maires des communes membres ; ces derniers peuvent désigner leur représentant.

TITRE III : LE BUREAU DES VICE-PRESIDENTS DE LA COVE

article 20 : composition du Bureau

Le Bureau de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, relevant de l'article L.5211-10 du code général des collectivités territoriales, est composé par délibération du Conseil de Communauté en date du 30 avril 2014 du Président, des Vice-Présidents et des conseillers communautaires titulaires d'une délégation de fonction du Président.

article 21 : fonctionnement du Bureau

Dès lors qu'il n'est pas investi de pouvoirs par la loi ou par délégation d'attribution du Conseil de Communauté, le Bureau n'est pas tenu à un fonctionnement formalisé.

Les séances du Bureau ne sont pas publiques.

TITRE IV : LE CONSEIL DES MAIRES DE LA CoVe

article 22 : esprit et composition du Conseil des Maires

Le Conseil des Maires ne constitue pas une instance statutaire communautaire : il est la conférence des Maires de chacune des communes constituant la CoVe, dédiée au partage, au dialogue, au débat.

Réuni par le Président de la CoVe, qui peut également convier en cas de besoin des conseillers communautaires non maires, le Conseil des Maires a un rôle consultatif sur les grandes orientations concernant le territoire.

Il est composé du Maire de chaque commune membre, qui est libre de se faire représenter s'il ne peut assister à une réunion.